



Investissements à Moutier : quand Berne ne respecte pas ses engagements

Le canton de Berne revendique de façon tout à fait inappropriée son désinvestissement financier en faveur de la Municipalité de Moutier, particulièrement en ce qui concerne les infrastructures routières. C'est ce qu'il répond en substance à une interpellation de députés bernois. Le PSA ne tolérera pas que la ville de Moutier soit sous-financée pendant les années qui précèdent son transfert dans le canton du Jura.

Le PSA, même s'il n'est pas dupe quant à cette basse manœuvre, s'oppose fermement à toutes tentatives de désinvestissement au détriment de la collectivité. En filigrane, il est de bon aloi de relever la victoire du 18.06.17 et la parfaite validité du scrutin. Les élus bernois en sont conscients et montrent par leurs agissements que nous sommes déjà jurassiens, au détriment de la décision préfectorale.

Moutier contribue aux finances bernoises à hauteur de 23 millions par année (et non 14, comme le Conseil-exécutif l'a rappelé pendant des mois dans le but de fausser le résultat du vote du 18 juin). Pour le PSA, tant que les Prévôtois paient des impôts à Berne, Moutier mérite des investissements et financements similaires à ce qui s'est fait ces dernières années. En cas de désengagement financier cantonal, cet argent doit devenir une ressource primordiale pour l'assainissement de nos infrastructures.

Ainsi, le PSA n'hésitera pas à proposer que la commune de Moutier ne verse plus rien à Berne et fasse une retenue fiscale au détriment de la trésorerie bernoise. La ville de Moutier se doit de prendre clairement position en étudiant la faisabilité d'une retenue d'impôts et ainsi se prémunir contre un renforcement du désintérêt financier bernois.

Dans l'alternative, un fonds d'investissement intercantonal jurassien-bernois, alimenté paritairement, devrait être mis à jour afin de garantir une saine gestion des infrastructures prévôtoises. C'est ce que demande le PSA dans une interpellation déposée ce jour.

Bloquer Moutier politiquement et la lâcher financièrement, la stratégie du Conseil-exécutif est lâche et contraire aux engagements pris par les deux cantons devant la Confédération.